

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«La politique éducative ferait bien de réviser ses priorités face aux problèmes urgents de la société»

par Erika Vögeli

Trois adolescents sont jugés à Munich: ils ont tabassé des passants, sans raison. Toutes les personnes présentes au procès sont émues par le récit d'une des victimes; toutes, sauf les coupables. On ne perçoit aucun repentir, la mauvaise conscience ne semble pas les affecter. Or ce ne sont pas là des cas exceptionnels. Les excès de violence brutale et absurde contre des victimes sans défense et l'absence effrayante de remords ne sont que l'expression la plus visible d'une situation critique de l'éducation, partout présente: Des enfants persuadés d'être le chef à la maison, qui n'obéissent pas aux enseignants, qui se moquent de tous les ordres reçus qui estiment que les adultes n'ont rien à leur dire. Lorsqu'on évoque un problème, ils trouvent souvent que ce ne sont pas eux mais les autres, les enseignants, les camarades, qui ont un problème. Ils nous contraignent tous à nous demander ce qu'il faut faire, quels sont les besoins de notre jeunesse. En tout cas, cela ne peut pas continuer ainsi. Apparemment, les idées de l'anti-pédagogie n'ont pas donné les résultats escomptés.

Nous ne surmonterons pas ces problèmes avec toutes sortes de diagnostics comme «déficit auditif», ou «syndrome de troubles de l'attention avec hyperactivité (TDAH)» et en recourant à des médicaments, à des thérapies et à des soutiens. Ce qu'il faut, c'est un retour à une pédagogie qui considère l'enfant comme un être en développement, comme une personne qui a un besoin élémentaire d'éducation et de repères pour grandir. Beaucoup de pédagogues et d'éducateurs ont déjà apporté à ce sujet des contributions précieuses et indispensables, par exemple Bernd Ahrbeck avec son livre «Kinder brauchen Erziehung. Die vergessene pädagogische Verantwortung».¹ (Les enfants ont besoin d'éducation. La responsabilité pédagogique oubliée). Otto Speck avec «Erziehung und Achtung vor dem Anderen. Zur moralischen Dimension der Erziehung».² (Education et respect de l'autre. La dimension morale de l'éducation) ou Michael Felten avec «Auf den Lehrer kommt es an»³ (C'est l'enseignant qui est important).

Comme un phare dans le désert

Une aide particulièrement encourageante pour les enseignants mais aussi pour les parents, les éducateurs et toutes les personnes qui s'occupent d'individus est apportée par l'ouvrage «Menschen bilden» (Former des hommes), d'Arthur Brühlmeier. Ses suggestions pour l'organisation du système éducatif d'après les principes de Johann Heinrich Pestalozzi sont très actuelles. Comme un phare dans le désert, le livre énonce en 27 principes les bases du travail pédagogique et oppose à l'amnésie psychopédagogique actuelle sa longue expérience de l'enseignement et de la formation des enseignants liée tout naturellement aux idées de base de l'éducation, de la philosophie et de l'anthropologie, fruit notamment de son étude, pendant des décennies, des idées de Pestalozzi.

Face à la perspective d'un développement de l'école fondé sur le modèle américain de «Bologne», soumis au diktat de l'économie et conduisant à une uniformisation constante et à une direction hiérarchique du système éducatif, il s'intéresse avant tout à l'enfant, à l'enseignant, à ce qui se passe entre eux en tant qu'êtres humains et à la question de savoir ce qu'est vraiment l'éducation. Comme Pestalozzi, Brühlmeier est persuadé que «l'économie et l'Etat sont le mieux servis lorsque les écoles s'occupent de la formation de l'individu tout entier en se con-

centrant non pas sur son utilité mais sur son humanité». S'il cite Pestalozzi, ce n'est pas pour «suivre à la lettre un personnage historique» mais pour renouer avec l'esprit du pédagogue. Ce sont les nombreuses facettes de cet esprit que Brühlmeier éclaire et met en relation avec le quotidien scolaire d'aujourd'hui et qu'il présente au lecteur d'une manière tout imprégnée de cet esprit.

«Un bon enseignement est toujours un enseignement éducatif»

Là où nous risquons actuellement de réduire l'individu aux structures du cerveau, à des processus neurophysiologiques et neurobiologiques et de mettre une étiquette sur chaque singularité de l'enfant avec le diagnostic correspondant, Brühlmeier dirige sa réflexion vers l'essence de l'homme. Bien sûr, celui-ci est aussi un être biologique mais c'est seulement dans sa relation avec ses semblables qu'il peut devenir homme, et il a besoin de repères moraux et d'une éducation morale pour développer véritablement son humanité. Donc la vraie culture ne peut pas être séparée de l'éducation – «ou si l'on préfère: de la formation morale». «Un bon enseignement est toujours aussi un enseignement éducatif.» Les pressions, la coercition et la violence ne sont pas des moyens propres à former une vraie intelligence du cœur. Il faut bien sûr s'opposer avec détermination aux comportements immoraux et asociaux. Mais l'éducation doit développer chez les enfants des comportements moraux issus de leur propre initiative: «Il ne suffit pas que les enfants ne se battent pas. Il faut qu'ils s'aiment et qu'ils s'entraident, s'engagent dans la société et aiment la vérité.»

A chaque page de son livre et quel que soit le sujet, Brühlmeier montre que c'est possible et comment on y parvient. L'idée centrale, inspirée d'ailleurs de Pestalozzi et de tous les grands pédagogues est «la relation enseignant-élève, positive et vivante. C'est quelque chose comme un milieu de culture dans lequel l'enseignement et l'éducation peuvent vraiment se développer.» «Car la vraie éducation, capable de changer et de développer l'homme de l'intérieur est toujours fondée sur les relations humaines.»

L'importance de la personnalité de l'enseignant

Brühlmeier met l'accent sur la personnalité de l'enseignant en lui rendant quelque chose qui a été écarté par les réformes structurelles frénétiques: l'amour de l'enseignant pour son métier qui va de pair avec l'amour pour l'enfant, avec la joie de le voir se développer et le plaisir d'agir ensemble. Il n'y a pas là de sentimentalisme mais un vrai intérêt pour tous les enfants qui les amène à comprendre leur personnalité. Il n'admet pas qu'un enseignant ne puisse pas aimer tous les enfants de façon égale, car l'expérience nous apprend «que les sentiments de sympathie et d'antipathie s'estompent lorsqu'on réussit à comprendre un être humain tel qu'il est.»

La littérature psychologique et pédagogique nous aide, elle peut et doit nous donner des idées – c'est justement l'intention de ce livre – mais elle ne remplace pas l'écoute et l'observation de chaque enfant, lesquelles renseignent le maître sur la situation de l'enfant, sur ce qui va ou ne va pas.

Cette proximité par rapport à l'enfant, l'intérêt porté à son développement, la joie de contribuer à la formation de son humanité se transmettent au lecteur à chaque page du livre. L'auteur encourage le jeune enseignant à ne pas laisser sombrer sa motivation pre-

mière pour la profession dans l'organisation et le développement scolaires, de revenir à lui-même et à son engagement.

En ce qui concerne l'importance de la relation maître-élève, Brühlmeier prend fait et cause pour l'enseignant principal car il a naturellement bien plus l'occasion d'entrer en relation avec chaque enfant. «La politique éducative ferait bien de réviser ses priorités face aux problèmes urgents de la société.»

Il ne faut cependant pas confondre la proximité par rapport à l'enfant avec un comportement de fayotage, de quête d'approbation par l'enfant: L'autorité personnelle de l'enseignant est pour lui la condition évidente d'une vraie éducation. Alors qu'autrefois on pouvait trouver en maints endroits une sévérité malsaine et des méthodes tendant à rabaisser et à humilier l'enfant – ce n'était pas une vraie autorité – Brühlmeier voit aujourd'hui le danger bien davantage dans les effets du mouvement antiautoritaire, c'est-à-dire la tendance des enfants à ne pas respecter les enseignants. L'autorité n'est pas un exercice du pouvoir mais un rayonnement personnel: «Dans ce rayonnement se trouve un message de crédibilité, de dignité, de confiance, de compétence, de volonté, de fiabilité et de sérieux.» S'y ajoute l'opposition sereine mais ferme à toute attaque contre la personne, ancrée dans l'estime de soi de l'éducateur. Une vraie formation humaine, au-delà de la transmission du savoir, qui veut amener l'enfant à devenir une personne courageuse, adaptée, capable de compassion et de confiance, autonome et dotée du sens de la justice et de la communauté, n'est pas possible sans cette saine autorité de l'éducateur. Et n'oublions pas que l'apprentissage est impossible si les enfants ne sont pas disposés à accepter les remarques des adultes. Brühlmeier ne rechigne pas devant le mot désapprouvé d'obéissance. Pour lui, c'est la disposition à répondre aux exigences de la réalité. Un malentendu éducatif d'aujourd'hui consiste à croire que l'entêtement de l'enfant, «affirmation de soi compensatrice fatale» est une manifestation d'autonomie. Sans éducation morale, l'homme n'atteint pas la vraie liberté intérieure qui lui permet de «refuser l'obéissance à des règles dominantes, quand on l'incite à adopter un comportement destructeur et moralement condamnable.»

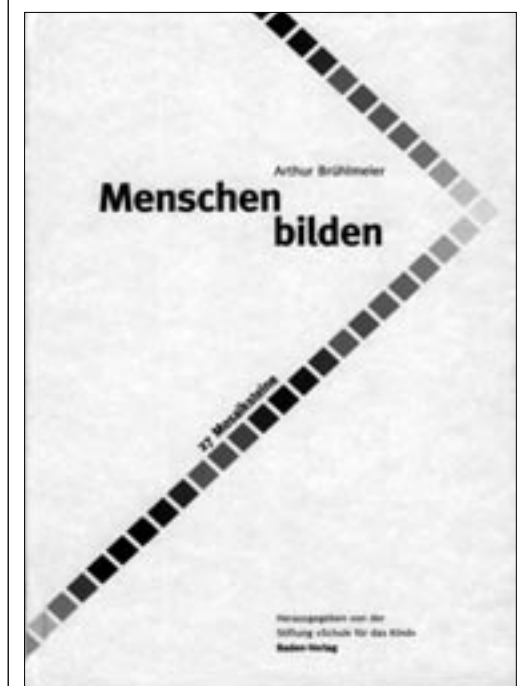
A part les thèmes mentionnés ci-dessus, on trouve dans l'ouvrage de nombreuses suggestions à propos de questions qui préoccupent tous les enseignants: réflexions sur la calculatrice, l'enseignement des langues, l'utilisation excessive des appareils électroniques, l'attitude à avoir face à la violence et beaucoup d'autres questions, toujours envisagées dans un ensemble et par rapport à la mission fondamentale qui est la formation de l'homme.

Conditions d'un apprentissage fructueux

A la vision économiste de l'éducation et à une conception biologiste de l'enfant et de l'homme, Brühlmeier oppose une pédagogie profondément humaine dans laquelle l'individu et la personnalité sont remis à leur juste place. Au centre se trouve le plein épanouissement de la personnalité de l'enfant, qui n'est pas possible sans éducation morale. Et celle-ci, telle que Brühlmeier la présente dans son livre, crée et encourage aussi la curiosité, l'intérêt véritable et la compassion qui seuls rendent l'apprentissage fructueux. Mais on ne crée pas des personnalités d'enseignants et d'éducateurs avec des mesures institutionnelles ou les procédés actuels d'évaluation et

Arthur Brühlmeier

Après sa formation d'instituteur à Wettingen, Arthur Brühlmeier a dirigé pendant 17 ans une *Gesamtschule* de huit classes et a étudié la pédagogie, la psychologie et le journalisme à l'Université de Zurich (thèse de doctorat: «Evolution de la pensée de Pestalozzi»). Il a travaillé dans la formation des enseignants en tant que professeur de pédagogie, de psychologie et de didactique, les 20 dernières années à l'École normale St. Michael de Zoug, où il a participé au concept «la formation des maîtres, une formation de la personnalité» et a pu faire adopter plusieurs réformes dans l'esprit de Pestalozzi.



Baden-Verlag 2007, ISBN 978-3-85545-147-0

de qualification; au contraire: «plus ont utilise massivement ces systèmes pour assurer la qualité, moins on atteint cette qualité qui repose uniquement sur la liberté morale de l'individu.» Naturellement l'école aura toujours besoin d'un cadre organisationnel et juridique, avant tout légitimé démocratiquement, mais pour arriver à «une éducation visant à former des individus qui ont des comportements moraux en société», il faut que l'enseignant le veuille sincèrement. Cet amour pour l'enfant – qui est, pour Brühlmeier, une attitude fondamentale qui «nourrit en tout temps le sens des responsabilités, la faculté de compréhension, la volonté de travailler, l'autocritique ainsi que la volonté d'affronter les difficultés et de les surmonter» – peut très bien être transmis dans une bonne formation des enseignants, mais pas imposé.

On souhaite un large écho à ce livre. Les enseignants, les responsables de la formation des enseignants, les parents et les politiques, pour tous ceux-là, ce livre est une invitation à se souvenir de l'essence de l'éducation: Si nous voulons préparer les jeunes aux exigences qui les attendent, nous devons faire en sorte qu'ils aient des aptitudes pratiques et intellectuelles, mais aussi qu'ils soient capables de participer activement et humainement à la vie en société.

¹ Bernd Ahrbeck, *Kinder brauchen Erziehung. Die vergessene pädagogische Verantwortung*. Stuttgart 2004, ISBN 978-3-17-017973-8

² Otto Speck, *Erziehung und Achtung vor dem Anderen. Zur moralischen Dimension der Erziehung*. München 1996, ISBN 978-3-497-01421-7

³ Michael Felten, *Auf die Lehrer kommt es an! Für eine Rückkehr der Pädagogik in die Schule*. Gütersloh 2010, ISBN 978-3-579-06882-4

Conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande sur la conservation des données de communication électronique

Plaidoyer en faveur d'un renouveau des mouvements d'éducation populaire

par Karl Müller

La Cour constitutionnelle fédérale allemande est connue pour sa réserve et, malheureusement aussi, pour laisser souvent des portes ouvertes quand il s'agit de constater l'anti-constitutionnalité de certaines lois. Mais lorsqu'elle le fait – et ce fut le cas plusieurs fois ces dernières années en matière de protection de la sphère privée et de la défense contre les abus, voire les violences de l'Etat – il y a là une raison importante, pour les responsables politiques du pays, de revoir leur politique qui a conduit à adopter des lois contraires à la Constitution.

Mais cela ne s'est pas produit. Le tragique de la politique allemande depuis plusieurs années est que malgré des impasses de plus en plus manifestes – en fait, il n'y a pas de domaine qui fasse exception – les politiques obéissent apparemment à la devise «Continuons dans la même voie».

En ce qui concerne la conservation des données de communication électronique, que la Cour a jugée anticonstitutionnelle, il vaut la peine d'étudier l'arrêt à fond (cf. encadré ci-contre) car il montre à quel point on s'était fourvoyé et combien l'enjeu est important.

Des organisations de citoyens et de défense des droits de l'homme et de la protection de la vie privée avaient déjà souvent attiré l'attention sur ce que traite la Cour constitutionnelle, juridiction suprême du pays. Cependant le gouvernement et le législateur n'en avaient pas tenu compte.

Pas de contrôle total de l'Etat ni d'utilisation commerciale des données

Il faut examiner le contenu politique de l'arrêt et en tirer les conséquences. Les politiques allemands se sont tellement fourvoyés qu'ils veulent soumettre les citoyens à un contrôle total et livrer leurs données au commerce. Ils sont prêts à rayer de quelques traits de plume tout ce qui constitue l'Etat de droit libéral. Et ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Mais que faire quand les politiques ne comprennent pas cela? Que faire quand la nomenklatura allemande a perdu en quelque sorte le sens des réalités? Que faire quand cette nomenklatura obéit manifestement aux directives américaines? Obama a prolongé le «Patriot Act» et est en train de démanteler l'Europe. Que faire quand les politiques allemands se retranchent derrière les directives de l'UE dont les vastes projets de surveillance des Européens avancent d'année en année?

Il ne faut pas considérer comme normal ce qui est absurde

Il ne faut absolument pas considérer comme normal ce qui est absurde. Ainsi, il faut faire comprendre que même dans un pays comme l'Allemagne – qui, comme le prouve un bilan honnête, n'a encore jamais connu de démocra-

«Intervention de l'Etat d'une ampleur inconnue jusqu'ici»

«A vrai dire, il s'agit, dans cette conservation, d'une grave intervention de l'Etat dont l'ampleur était jusqu'ici inconnue dans notre système juridique. On conserve pendant 6 mois la presque totalité des données de télécommunications de tous les citoyens sans rapport avec d'éventuels comportements blâmables, une possible dangerosité – ne serait-ce qu'abstraite – ou toute autre situation qualifiée. Cette conservation concerne des comportements quotidiens élémentaires et devenus indispensables à la vie sociale d'aujourd'hui. En principe, aucune forme de télécommunication n'échappe à la conservation. Certes la réglementation comporte certaines lacunes qui empêchent que l'on puisse reconstituer toutes les communications sans exception, comme l'utilisation de toutes les zones sensibles d'Internet, de réseaux privés peu clairs ou d'opérateurs situés à l'étranger. Mais cela ne permet pas aux citoyens d'échapper normalement à la surveillance. Le législateur tente plutôt d'enregistrer en principe toutes les communications.

Ces données ont une grande portée. Selon l'utilisation que les personnes concernées font des moyens de télécommunication, on peut tirer de ces données des renseignements importants sur l'environnement social et les activités des citoyens, et cela est d'autant plus grave lorsque cette connaissance peut donner lieu à des enquêtes ultérieures. Certes, ne sont conservés que le moment et la durée de la communication, le nom des correspondants et, pour la téléphonie

mobile, le lieu d'appel ou de réception, mais pas le contenu. Mais l'exploitation complète et automatisée de ces données permet de tirer des renseignements touchant la sphère privée. Les destinataires (leur appartenance à différents groupes professionnels, institutions ou groupements d'intérêts ou aux services qu'ils offrent), la date, l'heure et le lieu des communications téléphoniques, lorsqu'on les observe pendant une assez longue période et qu'on les combine, permettent de tirer des conclusions sur les appartenances sociales ou politiques ainsi que sur les préférences, tendances et faiblesses individuelles. Il n'existe pas jusqu'ici de protection de la confidentialité. Selon l'utilisation qui est faite des télécommunications – qui vont encore s'intensifier – la conservation de ces données permettra d'établir un profil pertinent de la personnalité et des déplacements de presque tous les citoyens. En ce qui concerne les groupements et les associations, ces données permettront en outre éventuellement de découvrir des structures d'influence internes et des processus de décision.

Une conservation qui rend possible ce genre d'utilisation représente une grave intervention de l'Etat. Et ce qui est également important, c'est que, indépendamment de toute réglementation de l'utilisation des données, le risque augmente considérablement que des citoyens fassent l'objet d'enquêtes sans motif apparent. Il suffirait par exemple d'avoir été présent dans une cabine téléphonique au mauvais moment ou d'avoir

été contacté par telle ou telle personne pour faire l'objet d'une enquête sur une vaste échelle et devoir se justifier. Et les possibilités d'abus augmentent les risques que présente la conservation des données. Cela est dû tout particulièrement au grand nombre d'opérateurs privés auprès desquels les données seraient conservées. Cette multiplicité d'opérateurs tenus de conserver les données fait que le nombre de ceux qui auraient accès à ces données serait élevé. Comme l'obligation de les conserver concernerait également les petits opérateurs, la protection contre les abus, malgré tous les efforts possibles et nécessaires du législateur, aurait des limites structurelles. Cela d'autant plus que les exigences concernant la gestion des données et leur transmission aux autorités présupposent un haut degré de maîtrise technique et des logiciels sophistiqués, ce qui implique forcément le risque de défaillances et de manipulation par des tiers.

De plus, la conservation des données est d'autant plus dangereuse que leur saisie et leur utilisation est ignorée des personnes concernées et que celles-ci s'attendent à ce que leur confidentialité soit respectée. La conservation de données effectuée sans raison valable est de nature à créer le sentiment d'une menace diffuse qui peut porter atteinte à la garantie des droits fondamentaux dans de nombreux domaines.»

Extrait de l'arrêt de la Cour constitutionnelle d'Allemagne fédérale sur la conservation des données de communication électronique du 2/3/10

cratie vivante – il existe des traditions juridiques montrant qu'au cours des 20 dernières années, des agissements importants de l'Etat ont été contraires au droit. A cet égard, malgré ses défauts, la Constitution continue d'être un critère valable.

Cette mission nécessite cependant un renouveau de la pensée civique et d'importants efforts de formation civique qui se poursuivent bien au-delà de l'école. Elle ne peut pas reposer sur les organes des politiques ou sur ceux qui les influencent (fondations des partis, laboratoires d'idées, médias dominants, etc.), mais doit émaner de la population. Cela dit, tout ne doit pas être réinventé. Il existe déjà des textes intelligents.

Immanuel Kant écrivait déjà, il y a plus de 200 ans, dans sa célèbre «Réponse à la question: Qu'est-ce que les Lumières» (1784): «La possibilité qu'un public s'éclaire lui-même est plus réelle; c'est même à peu près inévitable, pourvu qu'on lui en laisse la liber-

té, car il se trouvera toujours, même parmi les tuteurs attirés de la masse, quelques hommes qui pensent par eux-mêmes et qui, après avoir personnellement secoué le joug de leur situation de tutelle, répandront autour d'eux un état d'esprit où la valeur de chaque homme et sa vocation à penser par lui-même seront estimées raisonnablement.»

Fonder des coopératives locales d'éducation populaire

Pourquoi, par exemple, ne pas fonder des coopératives locales ou régionales d'éducation populaire destinées aux citoyennes et aux citoyens?

Les associations d'éducation des travailleurs ou du peuple, les universités populaires, de même que les instituts religieux de formation professionnelle des adultes ont eu, et ont encore en Allemagne une importante mission d'éducation sociale et de promotion de la liberté et ont obtenu d'importants résultats.

On peut certainement reprendre le flambeau.

Cette éducation civique du peuple peut contribuer à amener les citoyens à adopter des points de vue bien étayés en matière de droits civiques et humains, de démocratie, de justice et d'humanité et à faire en sorte que se développe le sens de la dignité de l'homme. On leur fournirait un instrument qui les aiderait à résoudre les problèmes et les conflits dans un esprit de justice et à construire plutôt qu'à détruire les ponts entre les hommes et les peuples.

Il est faux de croire que l'homme, à des moments comme celui que nous vivons, ont perdu le sens de l'éducation. Au contraire: c'est justement en ces temps de crise économique que le désir de débats intellectuels est intense, mais ils doivent être honnêtes et s'effectuer dans un esprit d'égalité. Il est certain que personne n'a envie qu'on lui serve de nouveaux mensonges. •

«Epanouissement de toutes les forces qui sommeillent dans le peuple»

Les associations d'éducation populaire remontent à la période insouciante d'avant-guerre qui nous paraît aujourd'hui si étrangère car elle ne connaissait ni ne devinait la détresse de notre époque. Le besoin de liberté, de progrès, de tolérance, la croyance en un équilibre harmonieux des oppositions sociales, toutes ces idées devenues si discutables, que beaucoup voudraient mettre au rebut parce qu'ils les jugent dépassées en raison de leur sentimentalisme humanitaire trouvèrent dans les associations d'éducation populaire un écho quelque peu tardif.

Epanouissement de toutes les forces qui sommeillent dans le peuple [...]: au lieu de rester une formule creuse, cela doit se traduire par des réalisations tout

à fait concrètes d'une démocratie efficace. En 1908, quelques citoyens de la capitale animés de nobles sentiments donnèrent une forme durable à ce rêve en créant les associations d'éducation populaire. Leurs objectifs étaient ambitieux: elles voulaient tout d'abord être des intermédiaires entre la culture et le peuple mais également les pionniers d'un ordre social plus juste, les annonciateurs d'un monde meilleur, plus beau, de l'Évangile de la démocratie.

Source: «Dreissig Jahre Volksbildungsvereine (1910–1940)», in: *Jahrbuch der Luxemburger radikal-liberalen Partei: ein Jahrhundert liberaler Politik, 1939–1940*, pp. 109–114

Etre un acteur responsable et non pas un simple rouage

«La diversité des thèmes de l'éducation catholique des adultes correspond à la diversité de la vie humaine et au besoin toujours plus fort de repères dans de nombreux domaines. Partout où l'on ne peut plus faire comprendre l'ordre traditionnel de la vie en raison des bouleversements sociaux, ce besoin de repères augmente. L'homme, inquiet parce qu'il est privé de ses traditions dans bien des domaines, se demande, du moins lorsqu'il ne veut pas être un simple rouage mais un acteur responsable, ce qui est valable et selon quels critères et principes il doit organiser sa vie en tant que mère ou père, femme ou homme, en tant que quelqu'un qui entretient des relations sociales multiples, que salarié ou patron, que participant à un développement

technique, scientifique, économique ou médiatique.

Dans une société qui n'a plus de modèles et de principes d'action qui engagent chacun, il doit y avoir des institutions comme l'éducation des adultes. Elles donnent aux individus l'occasion, sous forme de forums d'information et de réflexions, de recevoir, avec d'autres personnes intéressées, des informations et des repères leur permettant de faire le tri parmi la diversité des idées et de trouver des réponses aux questions qu'ils se posent à propos de leur vie.»

Source: «Grundaspekte und Aufgaben kirchlicher Erwachsenenbildung und katholischer Bildungswerke», publié par le Bildungswerk de l'archidiocèse de Cologne, mars 2004

Interdiction des jeux vidéo de tir

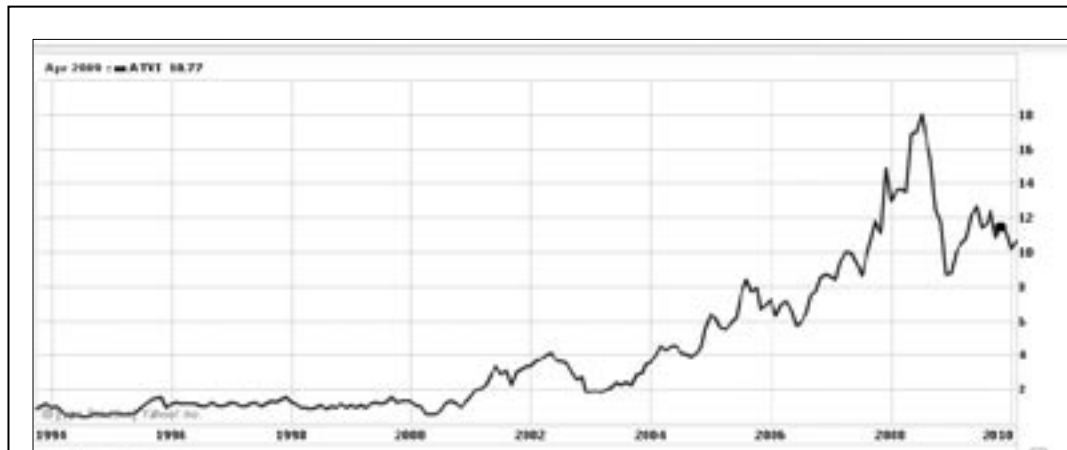
Arguments en faveur d'une interdiction générale

En Suisse, le Conseil des Etats a décidé par 19 voix contre 12 d'interdire les jeux vidéo à contenu violent. Les adversaires de l'interdiction estiment que l'on ne peut appliquer l'interdiction que partiellement.

Qu'est-ce qui parle en faveur de l'interdiction? «Comme les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, il faut également ancrer la paix dans leur esprit.» (préambule de l'UNESCO). L'UNESCO a tiré de la Seconde Guerre mondiale l'enseignement suivant: «Une paix qui repose exclusivement sur des accords politiques et économiques ne peut pas rencontrer l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples. Pour réussir, la paix doit être ancrée dans la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.» Or les jeux de tir instillent la guerre et la violence dans l'esprit de l'homme, ils encouragent la violence. Dès les années 1990, l'armée américaine a utilisé les jeux de tir pour former les soldats et la police au combat rapproché. Ensuite, le Pentagone a autorisé l'usage privé de ces jeux qui ont connu un succès extraordinaire. Aujourd'hui, l'industrie du jeu continue de travailler en collaboration étroite avec le Pentagone, de même que Hollywood lorsqu'il produit des films glorifiant la guerre.

Un autre argument qui parle en faveur de l'interdiction générale est que dans les scènes de violence des jeux vidéo, les combats sont rudes mais les héros se relèvent toujours et continuent de se battre. Or l'homme est très vulnérable: il faut peu de chose pour blesser à mort un homme ou une femme: un coup de pied à la tête peut facilement provoquer une fracture du crâne, un coup sur un rein peut détruire complètement cet organe. Mais dans les jeux, les combattants s'en tirent toujours sans dommages.

Les élèves de la *Weiterbildungs- und Berufswahlschule* de Küssnacht ignoraient sans doute cette vulnérabilité du corps humain. Sinon, lors de leur voyage à Munich, au début



wb. Les jeux vidéo de tir représentent un marché considérable. Un des plus répandus, qui connaît plusieurs versions, est «Call of Duty» de la firme Activision. Cette série est extrêmement brutale et réaliste et il s'en est vendu plus de 55 millions d'exemplaires. Elle a rapporté à la société 3 milliards de dollars. La nouvelle version, «CoD – Modern Warfare 2», a fait l'objet d'une campagne de publicité mondiale et a rapporté, les

5 premiers jours seulement, 550 millions de dollars.

Le cours de l'action Activision était de 1 dollar entre 1993 et 2000, puis il est monté à 18 dollars jusqu'au début de la crise (augmentation de 1800%). Actuellement, il se situe à 11 dollars.

Activision, société américaine à l'origine, a été rachetée en 2007 par le groupe français de médias et de télécommunications Vivendi. L'assureur fran-

çais Axa, qui possède notamment les assurances Winterthur, avec 1% des parts – ce qui est peu – a pourtant une valeur boursière de 140 millions de dollars.

Ces chiffres élevés expliquent que ces entreprises cherchent à influencer les politiques et l'opinion publique. Le géant américain Electronic Arts, par exemple, participe au financement de l'Institut de pédagogie des médias de l'IUT de Cologne. Dans quelle mesure un quotidien est-il libre lorsqu'on le menace par téléphone de réduire le volume des annonces après la publication d'un article critique? Dans quelle mesure les décideurs sont-ils libres lorsqu'on les invite à assister à un séminaire de trois jours dans un lieu de villégiature agréable? Il faut maintenir la primauté de la politique sur l'économie. Nous devons mieux soutenir nos politiques et, le cas échéant, leur rappeler qu'ils doivent agir dans l'intérêt de la collectivité et non dans celui des actionnaires.

du mois de juillet dernier, ils n'auraient pas agressé brutalement des passants dans le centre-ville et tabassé un homme presque à mort, cela simplement pour le plaisir.

La représentation de harcèlements, de tortures, d'humiliations, de passages par les armes, de massacres doit être interdite, tout comme les vidéos pédophiles, et cela aux adultes également.

H. Frei

Bibliographie

Dave Grossmann a étudié en détail l'effet négatif des représentations de la violence à la télévision

et dans les jeux vidéo (cf. son site Web www.killology.com de même que son ouvrage Grossman, D., DeGaetano, G., *Stop Teaching Our Kids to Kill: A Call to Action Against TV, Movie and Video Game Violence*, Crown Books (Random House), 1999

Hänsel, Rudolf und Renate, «Da spiel ich nicht mit! Auswirkungen von «Unterhaltungsgewalt» in Fernsehen, Video- und Computerspielen – und was man dagegen tun kann.» Auer Verlag

Würth, E.-M., Sablonier Philippe, *Mega Buster – Kriegsgebiet Kinderzimmer. Eine Intervention zu Gewalt, Gesellschaft und Entwaffnung*. Verlag Edition Fink, Zürich, 2009

Comment l'industrie américaine des médias a cherché à empêcher les interdictions d'émissions de télévision violentes

«Si le gouvernement ne peut pas réglementer le contenu des programmes, il peut toutefois intervenir en cas d'émissions gravement irresponsables, et cela en raison de la faculté d'accorder des licences qui est celle de la *Federal Communications Commission*. Mais le risque est faible qu'une chaîne de télévision perde sa licence à la suite d'un excès d'émissions violentes, quels qu'en soient les effets. [...] Comme les organes d'exécution du gouvernement sont exposés à des pressions politiques, ils subissent fortement l'influence de l'industrie qu'ils sont censés surveiller. Comme des avocats défenseurs des consommateurs l'ont montré à maintes reprises, les offices du gouvernement fédéral qui jouent un rôle déterminant défendent plutôt les intérêts des sociétés que l'intérêt général. Dans leur ensemble, les chaînes de télévision représentent une branche industrielle puissante qui est soumise à des contrôles limités du gouvernement en ce qui touche au contenu des programmes. Dès que les autorités critiquent l'usage des médias, on les accuse immédiatement d'exercer une censure digne des dictatures politiques.

Les efforts du gouvernement en vue de réduire la diffusion d'émissions violentes sur les chaînes privées revêtent en général la forme d'auditions devant le Congrès. Les représentants de l'industrie télévisuelle et radiophonique sont convoqués régulièrement par une commission du Congrès, séances

au cours desquelles sont discutées diverses accusations, assorties de preuves, concernant les représentations de la violence. [...] Ensuite, on leur remet une liste de scènes violentes accompagnée de déclarations de chercheurs sur leurs effets. Les représentants contestent les critères utilisés pour évaluer la violence. Des chercheurs payés par l'industrie médiatique mettent en doute les preuves empiriques. Si nécessaire, on fait jouer l'influence de l'industrie médiatique même dans les cas où la commission demande des expertises officielles sur les résultats des recherches. Généralement, lors des auditions, on présente des exemples des pratiques de la télévision et cela amène les directeurs des chaînes à protester énergiquement contre le choix des scènes de violence qui a été opéré: ils prétendent que les conduites agressives sont dénaturées quand on les détache de leur contexte. Lors d'une des auditions, ce procédé s'est révélé peu intelligent parce que l'industrie elle-même fait un usage important de ces scènes sélectionnées, et cela sous forme de bandes-annonces.

La commission a continué son travail en présentant un choix de bandes-annonces contenant un vaste palette d'horreurs sanglantes: hommes matraqués à mort, abattus à tirs de mitraillettes, attaqués brutalement à l'aide de couteaux, de hachettes de boucher, de fourches ou de stylets. Lorsque le président de la chaîne a

été prié de se prononcer sur ces carnages, il a prétendu sans ambages qu'il ne s'agissait pas de scènes de violence mais de scènes d'«action physique», ce qui a provoqué la totale incrédulité de ceux qui l'interrogeaient. L'audition s'est poursuivie et l'on a perdu beaucoup de temps en définitions tirées par les cheveux et en discussions sur la catégorisation des programmes. [...]

A la fin de ces auditions, le président de la commission a l'habitude de menacer d'introduire des contrôles fédéraux si l'industrie n'améliore pas ses procédures d'autocontrôle. Alors, l'un après l'autre, les représentants des chaînes assurent qu'ils n'ont pas agi de manière incorrecte et que, d'ailleurs, les pratiques critiquées appartiennent au passé et qu'ils s'en tiendront à l'avenir aux règles dont ils ont convenu entre eux. [...] En réalité, l'industrie craint plus une publicité négative que la menace de censure. Comme personne ne se soucie de limiter la violence dans les programmes une fois les auditions passées, l'industrie a peu de raison de renoncer à ses pratiques. Au bout d'un certain temps, la pression de l'opinion sur le Congrès augmente, ce qui conduit à une réactivation de la commission. [...]

Quand on laisse les médias se réguler eux-mêmes, ce sont les profits qui dictent le contenu des programmes.»

Source: Albert Bandura, *Aggression: a social learning analysis*, Prentice-Hall, 1973

(Traduction Horizons et débats)

Quelques-unes – parmi les plus importantes – des 3500 études qui prouvent la corrélation entre la violence médiatique et la violence dans la société

- Violent Game effects on Aggression, Empathy and Pro-social Behavior in Eastern and Western Countries: A Meta-Analytic Review. In: *Psychological Bulletin*, March 2010.
- D.A. Gentile, C.A. Anderson et al: The Effects of pro-social video games on pro-social behaviors: International evidence from correlational, experimental and longitudinal studies. In: *Personality and Social Psychology Bulletin*, 35, 2009.
- Werner Hopf, Günther Huber und Rudolf H. Weiss: Media Violence and Youth Violence – A 2-Year Longitudinal Study. In: *Journal of Media Psychology*, Vol. 20, 2008.
- Ingrid Möller, Barbara Krahe: Exposure to Violent Video games and Aggression in German Adolescents: A Longitudinal Analysis. In: *Aggressive Behavior*, Volume 34, 2008.
- C.A. Anderson, Gentile, D.A. and Buckley, K.E.: *Violent video game effects on children and adolescents: Theory, research and public policy*, New York University Press, 2007.
- C.A. Anderson: An update on the effects of violent video games. In: *Journal of Adolescence*, 27, 2004.
- Jeffrey J. Johnson et al.: Television Viewing and Aggressive Behavior During Adolescence and Adulthood. In: *Science*, 29 March 2002. www.sciencemag.org
- C.A. Anderson et al.: Effects of violent video games on aggressive behavior, aggressive cognition, aggressive affect, physiological arousal and pro-social behavior: A meta-analytic review of the scientific literature. In: *Psychological Science*, 12, 2001.
- The American Academy of Pediatrics: Policy Statement. Media Violence. In: *Pediatrics*, Volume 105, Number 5, November 2001.
- Thomas N. Robinson, et al: Effects of Reducing Children's Television and Video Game Use on Aggressive Behavior – A Randomized Controlled Trial. In: *Arch Pediatr Adolesc Med*/ Vol 155, Jan. 2001. www.archpediatrics.com
- Brad Bushman and Craig A. Anderson: Media Violence and the American Public – Scientific Facts Versus Media Misinformation. In: *American Psychologist*, June/July 2001.
- R.H. Weiss: *Gewalt, Medien und Aggressivität bei Schülern*, Göttingen 2000.
- L.R. Huesman et al. (eds): *Television and the Aggressive Child. A Cross-national comparison*. Hillsdale, 1984.
- Albert Bandura: *Aggression – A Social Learning Analysis*. New Jersey, Prentice Hall 1973.
- Monroe M. Lefkowitz, et al: *Growing up to Be Violent – A Longitudinal Study of the Development of Aggression*. New York, Pergamon Press 1977.

(Bibliographie établie par rh)

L'UE désire une autorisation facilitée des organismes génétiquement modifiés

Le Conseil national suisse accepte la prolongation du moratoire sur les OGM

Le 8 mars, le Conseil national a voté en faveur d'une prolongation du moratoire sur l'utilisation d'OGM. La Commission préparatoire a accepté par 16 voix contre 11 la modification du moratoire sur les OGM et s'est ainsi prononcée pour un report de trois ans. Il y a cinq ans, le peuple avait accepté ce moratoire par 55,7%, ainsi que tous les cantons, pour interdire jusqu'en 2010 la culture d'OGM dans des buts commerciaux. Le Conseil national a donc, après le Conseil des Etats, accepté cette modification par 106 voix contre 68. Ainsi, ce moratoire est prorogé de trois ans. Ce pourrait être un signal fort pour les peuples européens, car il est de toute importance qu'une résistance se lève.

thk. La demande d'imposer au moratoire une limite ferme de trois ans n'a eu aucune chance au Conseil. Oskar Freysinger, qui s'exprimait au nom de la Commission, mit en évidence, dès le début des délibérations, les dangers provoqués par une action précipitée et irréfléchie dans le cas de culture commerciale d'organismes génétiquement modifiés, en soulignant l'importance de procéder prudemment en mettant l'accent sur la recherche en vue de pouvoir «être au clair sur les conséquences de leur dissémination. Ce n'est qu'alors qu'on pourra décider pour ou contre telle ou telle sorte d'OGM. Les gens n'ont toutefois pas le temps, surtout lorsqu'ils veulent le plus vite possible gagner le plus d'argent possible.»

La majorité du Conseil national suivit cette argumentation. Prétendre, comme le firent les partisans de l'économie et de la recherche, que la Suisse ne pourrait pas tenir la route face aux Etats-Unis et à la Chine, ne fut pas convaincant, étant un argument fallacieux. D'une part, la recherche n'est pas bridée par la loi, d'autre part ce ne serait pas à l'avantage de nos milieux scientifiques de répandre des organismes génétiquement modifiés sans connaître les répercussions sur les humains et l'environnement.



Des aliments transgénétiques? Non merci. – Nous voulons une nourriture saine! (photo thk)

Les peuples d'Europe résistent

Il est heureux de constater que le Conseil national a suivi le Conseil des Etats, malgré quelque résistance, pour accepter cette prolongation, respectant une fois de plus la volonté populaire. La majorité de la population refuse les OGM et reste très critique en la matière. C'est le privilège de la Suisse que sa population peut décider dans des questions aussi sérieuses et vitales, participant ainsi activement à la politique du pays. On peut prendre note de l'état dans lequel se trouvent les populations dans les pays où ces dernières n'ont pas leur mot à dire en consultant le rapport – pourtant controversé – de l'organisation ISAAA (*International Service for Acquisition of Agri-biotech Applications*) proche de l'industrie génétique: En 2009, on a cultivé des OGM commerciaux dans 25 pays [...] les Etats-Unis étant largement en tête avec 64 millions d'hectares, soit la moitié de l'ensemble des cultures OGM dans le monde.

Il est fort compréhensible que les peuples d'Europe soient réticents envers le maïs et le soja génétiquement modifiés de *Monsanto* et *Syngenta*. L'exemple de la Suisse donne du courage notamment en Europe, ce pays résistant à la pression de l'industrie biochimique et exigeant d'être débarrassé du génie génétique. Cette attitude critique est indispensable, comme le montrent les exemples suivants.

L'UE projette une admission rapide des OGM

Le 2 mars, la Commission européenne a approuvé la culture de la pomme de terre génétiquement modifiée *Amflora* de la multinationale allemande BASF. Elle offrirait plus d'amidon pour l'industrie du papier, qui elle-même en doute, et les déchets pourraient être utilisés pour nourrir les animaux. Ainsi ce produit industriel génétiquement modifié atterrirait dans les assiettes des gens. Dans le sillon de cette décision, l'UE a accepté l'im-

portation de trois nouvelles sortes de maïs transgénétique, en tant que produits alimentaires. Selon Klaus Faissner, auteur et journaliste autrichien, ce ne serait qu'un début. Des efforts seraient entrepris dans l'UE pour une acceptation plus rapide d'OGM comme produits alimentaires. «Ainsi toute l'Europe devrait être envahie de produits alimentaires génétiquement modifiés et leur culture dans de vastes étendues des pays de l'UE les plus tolérants seraient possibles.»

Des scientifiques critiquent la façon d'agir de l'UE

Le projet de loi a été envoyé à l'OMC pour approbation. Certains scientifiques vigilants et indépendants ont été alertés par cette façon de procéder et se sont adressés à l'opinion publique. Dans une lettre adressée au président du Parlement européen à Bruxelles, Jerzy Buzek, ils mettent en garde contre le fait qu'il s'agit d'un pas de plus en direction de «mise à niveau avec les pays pratiquant le génie génétique comme les Etats-Unis et le Canada». Si l'OMC accepte le texte, ce dernier pourrait être édicté comme loi d'ici à l'été. Ce serait une manne sans limite pour les multinationales agroalimentaires. Ces scientifiques reprochent à l'UE un comportement clandestin. On cherche à introduire cette réglementation «sans en informer les populations et sans ouvrir un débat auprès des autorités européennes qui sont responsables dans les différents pays de l'analyse des risques de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés.» Ils mettent en garde contre la volonté d'introduire d'autres OGM dans le circuit. A leur avis, l'UE veut imposer de nouvelles directives pour l'autorisation d'OGM «qui jusqu'à présent ne se justifient pas scientifiquement.»

Le signal émit par le Conseil national est important pour les populations de l'Europe pour qu'elles ne se laissent pas manipuler par les politiques et les multinationales dans le domaine du génie génétique. •

La Commission européenne outrepassse ses compétences et se fait complice des multinationales

Protestation officielle de scientifiques: réglementation par la Commission européenne des applications et de l'évaluation des risques des OGM

Lettre ouverte du 23 février 2010
A l'attention personnelle
de Monsieur Jerzy Buzek,
Président du Parlement européen, Bruxelles

E-mail: Head of Cabinet maciej.
popowski@europarl.europa.eu
22 février 2010

Monsieur le Président,

Nous vous écrivons en tant que groupe de scientifiques préoccupés. Par un pur hasard, nous avons trouvé sur le site de l'OMC un projet de réglementation communautaire,¹ et nous vous prions:

- de considérer la présente comme une protestation officielle concernant le contenu de ce projet,
- de porter à la prochaine occasion cette protestation à la connaissance du Parlement tout entier.

Nous supposons que cette réglementation a été rédigée par la Commission dans le plus grand secret et qu'elle a été soumise à l'OMC selon les procédures d'évaluation de la conformité et qu'elle doit entrer en vigueur au mois de mai 2010, sans aucune consultation du public, des ONG et des organisations de défense des consommateurs et même sans aucune discussion au sein des «autorités compétentes» responsables, dans les différents pays de l'UE, de la gestion des risques des OGM. Cela nous inquiète profondément même si la Commission a respecté les procédures lors du dépôt du règlement d'application.

Après une brève analyse du projet de réglementation (qui, avec ses 66 pages, nécessite un examen prolongé!), nous y décelons un certain nombre de tendances importantes et inquiétantes. Il nous semble que ce document, a pour but, suite aux pressions du gouvernement américain et de l'OMC, d'accélérer les procédures de régulation et d'approbation. Il semble en outre constituer une étape vers l'«harmonisation» et la «synchronisation» des procédures d'approbation des deux côtés de l'Atlantique en intégrant toute une série de mesures qui préparent le terrain à des demandes «plus simples» et moins coûteuses. Cela représente un avantage considérable pour les multinationales, surtout pour leurs projets de nouvelle génération de variétés d'OGM additionnant plusieurs propriétés, mais nous craignons qu'ils tiennent trop peu compte de la sécurité des animaux et des humains et de la protection de l'environnement.

Ce que nous voyons dans ce projet, c'est un nouvel éloignement par rapport à une science raisonnable et indépendante (et à une politique basée sur des données probantes) et un pas vers l'acceptation officielle de l'hypothèse dominante selon laquelle les produits agricoles et les aliments génétiquement modifiés sont inoffensifs. Le projet contient peu de signes de contrôle mutuel et il n'envisage guère la possibilité de reproduction des expériences scientifiques. Comme une donnée scientifique non reproductible doit forcément être considérée comme peu fiable et même

frauduleuse, c'est un pas vers la complicité de fraude. A notre avis, l'affaire est donc très sérieuse.

Nous disposons d'un grand nombre de commentaires détaillés à propos du projet que nous sommes heureux de vous soumettre. Nous les avons résumés dans la pièce jointe n° 1.²

Comme nous le montrons dans la pièce jointe, nous sommes convaincus que la Commission, avec ce projet, outrepassse de beaucoup ses compétences exécutives par des modifications de formulation subtiles et ici ou là par des omissions et des explications erronées. Plusieurs nouvelles hypothèses sur la sécurité des OGM ne sont pas scientifiquement justifiées. Et de nombreux changements de politique n'ont pas leur place dans un règlement d'application. Le projet ne tient pas compte de la vaste littérature récente sur les effets nocifs des OGM, si bien qu'il faudra le réviser.

Nous supposons que ce projet sera bientôt soumis à l'approbation du Parlement et du Conseil. Vu l'importance de la question, nous vous demandons de repousser l'approbation et d'insister sur la nécessité de prolonger la période de consultation qui permettra de prêter suffisamment d'attention aux commentaires détaillés que nous joignons à la présente et aux 16 questions scientifiques fondamentales soulevées ci-dessous.

Nous espérons recevoir la confirmation que le projet sera refusé puis amendé de manière à tenir compte de nos inquiétudes justifiées.

Nous n'acceptons pas l'idée que ce ne sera pas fait à ce stade tardif de la procédure, car celle-ci est complètement sous votre contrôle.

Nous espérons avoir bientôt de vos nouvelles. Nous envoyons cette protestation également à votre collègue, M. Hermann Van Rompuy, Président du Conseil européen.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.

Dr Brian John
Dr Jose Ramon Olarieta
Prof Brian Wynne
Dr Mae-wan Ho
Prof Jose L. Domingo
Prof Bob Orskov
Prof Enric Tello
Dr Eva Novotny
Dr Irina Ermakova
Dr Naheeda Portocarero
Dr Arpad Pusztai
Prof Marcello Buiatti
Dr Susan Bardosz
[...]

Source: www.gmfrecymru.org/open_letters/Open_letter23Feb2010.html
(Traduction Horizons et débats)

¹ Draft Commission Regulation on implementing rules concerning applications for authorisation of genetically modified food and feed in accordance with Regulation (EC) No 1829/2003 of the European Parliament and of the Council and amending Regulations No (EC) 641/2004 and (EC) No 1981/2006 (Text with EEA relevance) http://members.wto.org/crnattachments/2010/tbt/eec/10_0030_00_e.pdf

² Cf. version originale en anglais

Des organisations permettant d'agir ensemble existent depuis des siècles

wb. Comment les hommes peuvent-ils réussir à gérer des ressources communes et cependant limitées telles que les forêts, les réserves halieutiques ou l'eau nécessaire à l'agriculture? Voilà la question qui fait depuis plus de 40 ans l'objet des recherches d'Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie en 2009, et de ses collègues.

Des études menées dans le monde entier sur les principes de collaborations réussies

Les recherches menées par Ostrom et ses collègues sur l'utilisation des *biens communs* s'appuient largement sur des données empiriques et ont d'abord concerné les types de collaborations qui ont fonctionné avec succès sur de longues durées, allant de plusieurs générations à plusieurs siècles. Ils ont découvert de par le monde les coopératives alpines suisses, les collectifs d'irrigation espagnols et philippins et les associations turques de pêche côtière, pour ne citer que quelques exemples. Ils ont ensuite dégagé les «principes» qui caractérisent ces projets réussis. Pour vérifier la pertinence de ces critères, ils se sont ensuite intéressés aux projets coopératifs qui avaient échoué. A chaque fois, on a constaté qu'en cas d'échec plusieurs de ces «principes» n'avaient pas été respectés.

Un mythe:

la «tragédie des biens communs»

Ostrom et ses collègues ont le grand mérite d'avoir établi avec une rigueur scientifique les principes de ces collaborations réussies. L'importance de la mise en évidence de ces possibilités constructives n'apparaît que dans un contexte politique: les travaux d'Ostrom et de ses collègues font table rase d'un mythe lourd de conséquences et obstinément entretenu jusqu'ici, la prétendue «tragédie des biens communs». Ce concept recouvre la théorie selon laquelle chaque individu recherche toujours le profit maximum pour lui seul. Si plusieurs individus peuvent puiser ensemble à une ressource commune, ils la détruiraient immédiatement en la surexploitant, au lieu de la ménager par une bonne gestion qui leur permettrait de l'utiliser plus «durablement». Cette tragédie ne peut être évitée que par l'une ou l'autre de deux mesures apparemment contradictoires: l'économie planifiée et la privatisation des ressources, plus exactement: l'économie de marché garantie par l'Etat aux personnes privées.

Aussi bien l'économie planifiée que l'économie de marché ont échoué, cela fait consensus aujourd'hui. Mais il est de première importance pour le débat économique-politique à venir que le mythe pseudo-anthropologique de la «tragédie des biens communs» soit lui aussi mis au rebut. Les travaux d'Ostrom le montrent: des modèles d'organisation permettant d'agir ensemble sont possibles.

Les principes des associations permettant d'agir ensemble qui ont réussi

Les hommes sont capables de s'apercevoir que si une ressource est trop peu abondante

(par exemple l'eau ou les pâturages), agir chacun pour soi afin d'en tirer un profit individuel maximum tourne à long terme au désavantage de tous. A la différence des situations expérimentales artificielles qui ont servi à fonder la théorie de la «tragédie des biens communs» (deux individus sont enfermés, isolés l'un de l'autre, les vivres ne suffisent que pour un seul, etc.), la réalité montre que, même en situation de pénurie, les hommes conservent une marge de manœuvre pour régler équitablement leur coexistence. Cette réglementation leur permet de se doter d'associations permettant d'agir ensemble. Ostrom énumère 8 principes pour des associations fonctionnant sur le long terme:

1. Des limites clairement définies:

On définit clairement qui a le droit de participer à l'exploitation communautaire et quelles sont les limites des biens communs: par exemple, sur un alpage, qui fait partie de la coopérative, ainsi que les zones de pâturage à exploiter communautairement et individuellement.

2. Des réglementations locales de l'utilisation de la ressource et du travail à fournir:

Les utilisateurs de la ressource commune se dotent de règles adaptées à leur cas: quand, par qui et dans quelle mesure la ressource doit être exploitée et quelle quantité et type de travail chacun doit fournir pour la maintenir en état.

3. Des dispositions relatives aux décisions collectives:

«La plupart des personnes concernées par les réglementations peuvent participer à la modification des règles opératoires.»

La modification des règles d'utilisation d'une ressource commune ne nécessite l'intervention d'aucune instance extérieure.

En introduction aux principes 4 et 5, Ostrom constate que «le crédit dont il jouit et des normes communes ne suffisent pas à assurer au comportement coopératif une stabilité dans la durée. [...] Cependant on observe que la longue exploitation d'une ressource commune va toujours de pair avec un investissement efficace dans la surveillance et la sanction des activités s'y rapportant.»

4. Surveillance:

«Les surveillants qui contrôlent l'état de la ressource et le comportement de ses détenteurs doivent rendre des comptes aux détenteurs ou en font eux-mêmes partie.»

5. Sanctions progressives:

«Un détenteur qui viole les règles fait, de la part des autres détenteurs, de leurs plénipotentiaires ou bien des deux, l'objet de sanctions d'une progressivité raisonnable (en fonction de la gravité et du contexte de l'infraction).»

6. Mécanismes de règlement des conflits:

«Les détenteurs et leurs plénipotentiaires ont un accès rapide à un espace de juridiction local peu coûteux qui règle les conflits entre détenteurs ou entre eux et leurs man-

dataires.» Ostrom fournit des exemples: ces juridictions locales peuvent être fort diverses: une place publique où l'on se rencontre régulièrement, un café sur le port ou encore un tribunal local.

7. Reconnaissance minimale des droits de l'organisation:

«Le droit des détenteurs à développer leurs propres institutions n'est contesté par aucune autorité publique extérieure.»

Ostrom montre par divers exemples que le respect des règles nécessite que ces règles juridiques que se donne l'organisation soient au moins tolérées ou, mieux, soutenues, par l'instance publique dont elle relève.

8. Un agencement hiérarchique de l'organisation du bas vers le haut (entreprises encadrées):

Ostrom se refuse à fixer d'avance un nombre maximal de participants autorisés à utiliser une ressource commune. Elle donne des exemples: «Les unités plus importantes de l'organisation reposent sur des unités plus petites déjà organisées. Dans les «huertas» espagnoles, c'est le canal tertiaire qui est l'organisation de base. [...] Mais dès que de petites unités sont organisées, les coûts marginaux entraînés par l'extension de l'organisation à partir de cette base sont beaucoup plus réduits que si on repartait de zéro. Plusieurs «huertas» espagnoles sont organisées en trois ou quatre niveaux hiérarchiques.»

Elle poursuit: «La réussite de premières petites organisations permet à un groupe d'individus de se reposer sur le capital social ainsi créé pour résoudre des problèmes

plus importants liés à des arrangements institutionnels plus importants et plus complexes. Les théories actuelles relatives à l'agir collectif négligent ce processus d'accumulation de capital institutionnel.»

Conclusion

Dans le domaine des institutions, Ostrom et ses collègues sont parvenus à réunir un vaste fonds d'études empiriques relatives aux conditions de réussite des organisations permettant d'agir ensemble et à le soumettre à une analyse rigoureuse. Elle parvient, en se référant à de nombreuses collaborations concrètes et entreprises coopératives, à présenter ses résultats d'une manière directement utile pour les «praticiens» également.

Ses travaux scientifiques constituent certes une reconnaissance des mérites de la Suisse et de ses siècles de tradition coopérative éprouvée, mais aussi un appel à ne pas dilapider son «capital social» dans des projets centralisateurs ou de libéralisation marchande.

Le «système de milice» tel que la Suisse le pratique, élément central d'un édifice social partant de petites unités largement souveraines et de citoyens qui les portent est plus efficace que tous les centralismes et le «libre jeu des marchés». Nombre de projets – y compris de développement – se verront confirmés par les travaux d'Ostrom ou y trouveront de précieux repères.

Source: Elinor Ostrom, *Governing the Commons*, Cambridge, 1990 (traduction allemande: *Die Verfassung der Allmende*, Tübingen, 1999) (Traduction *Horizons et débats*)



Photo des débuts de la «Cooperativa Provincial Agraria y Banadera 'San Isidoro' - CASI» fondée en 1944, qui compte aujourd'hui 1435 membres de plein droit. (photo www.casi.es)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

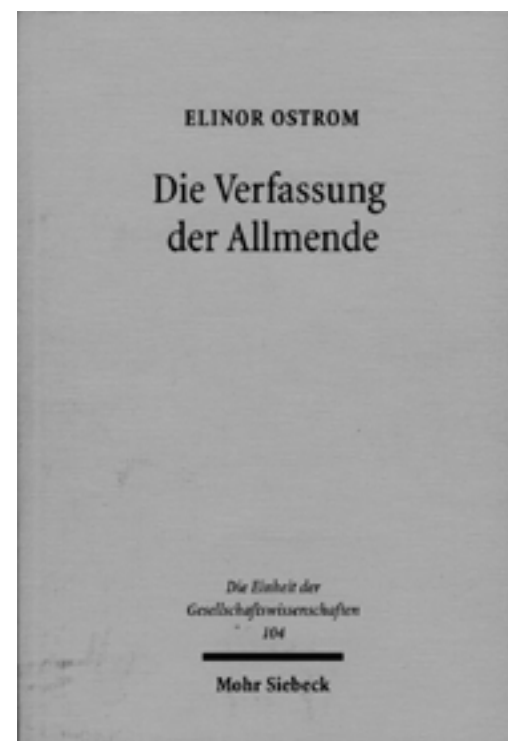
ISSN 1662 - 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Elinor Ostrom



Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie 2009. (photo mad)



Elinor Ostrom, «Die Verfassung der Allmende», ISBN 3-16-146916-X

Du point de vue de l'intérêt général, notre système financier est un échec – Construisons-en un nouveau!

par Dieter Sprock

Sur toute la planète, la crise financière a entraîné l'économie réelle dans ses déboires et privé d'innombrables êtres humains de leurs moyens d'existence; le chômage, la pauvreté et la faim ont connu partout dans le monde une dramatique aggravation. Mais elle a aussi conduit à penser qu'on ne peut pas continuer ainsi. De plus en plus de gens se demandent comment tout cela fonctionne. En ce sens la crise offre une chance de changer les choses, et il faut la saisir.

Lorsqu'à la mi-août 2008 la grande arnaque financière s'est découverte, d'innombrables banques partout dans le monde se sont trouvées menacées de faillite, dont quelques-unes des plus grandes banques états-uniennes, ainsi que d'autres qui faisaient dans les investissements spéculatifs à haut rendement à l'échelon international. Que s'était-il passé?

Depuis longtemps la Bourse jouait à l'économie de casino. On spéculait, on faisait des paris. Les chiffres avec lesquels on jonglait n'avaient plus qu'un lointain rapport avec l'économie réelle. Et voici que les titres délivrés par des banques de haut renom s'avéraient être des chiffons de papier, y compris ceux que les soi-disant agences de notation avaient déclarés auparavant particulièrement fiables et que les clients de banques avaient achetés sous cette garantie. Les plus touchés étaient les produits financiers «structurés» reposant sur la titrisation d'engagements de paiement à long terme, tels qu'hypothèques, contrats de leasing ou de partenariat public-privé, mais aussi les produits dérivés, fonds spéculatifs, fonds de «private equity» (*capital fermé, non coté en Bourse, ndlt.*) et autres produits financiers.

Un système boule de neige trompeur

Le facteur décisif est que les transactions n'étaient pas financées par les capitaux propres des acheteurs mais par les crédits accordés à des tiers. On créait ainsi en permanence une monnaie fictive qui ne représentait que des dettes. L'exemple le plus connu,

ce sont les crédits hypothécaires accordés par les banques états-uniennes à des millions de citoyens sans vérifier leur solvabilité. Les banques ne se souciaient guère que ces crédits soient un jour remboursés; elles les ont revendus dès que possible à d'autres banques. Celles-ci les ont achetés en s'endettant auprès de troisièmes banques, puis les ont à leur tour revendus et ainsi de suite. L'ensemble du processus était une sorte de système de boule de neige que faisait avancer une armée de consultants, vendeurs, cabinets d'avocats et agences de notation qui se confirmaient mutuellement la bonité des produits et empochaient à chaque transaction de confortables provisions. Ceux qui achetaient des maisons étaient séduits par des taux d'intérêt très bas, mais valables seulement pour les premières années. Lorsque la croissance des intérêts les a empêchés de rembourser leur hypothèque, ils ont tout perdu. Aux USA, des centaines de milliers de gens qui ont perdu ainsi leur maison ou leur appartement vivent aujourd'hui sous des tentes.

Une bulle analogue est en préparation dans le marché de l'immobilier professionnel.

Conséquences pour l'économie réelle

Lorsque les bulles spéculatives ont éclaté dans plusieurs pays en même temps, quelques-uns des plus gros acteurs financiers avaient en dépôt des créances pourries pour un montant total de plusieurs centaines de milliards de dollars sans aucune contre-valeur. Par exemple *Lehman Brothers*, l'une des plus anciennes banques d'investissement des USA, fondée en 1850, s'est déclarée en faillite le 15 septembre 2008. Le bilan de faillite faisait état de 613 milliards de dollars de dettes. Environ 29 000 employés ont perdu leur travail.

Les marchés financiers se sont effondrés. Les banques ne se prêtaient plus entre elles et l'économie mondialisée, reposant sur d'incessants mouvements de capitaux, a rapidement plongé dans une profonde récession. On connaît les conséquences: fermetures et faillites d'entreprises, destruction massive d'emplois, licenciements, énorme montée du

chômage, de la pauvreté et de la faim, et pas seulement dans les pays les plus pauvres.

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, parle, pour les pays de l'OCDE de 17 millions de chômeurs supplémentaires par rapport à 2007. Il en escompte 5 de plus pour 2010 (Interview à la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 29 janvier). Les économistes de l'OCDE s'attendent à «un durable socle de sous-emploi».

La dette publique

Pour empêcher un effondrement total du système économique et financier qui aurait pu conduire à la panique et au chaos, de nombreux gouvernements se sont vus contraints à intervenir. Ils ont soutenu les grandes banques pour qu'elles en reprennent de plus petites menacées de faillite, ont consenti à de grandes banques elles aussi en péril des aides de centaines, voire de milliers de milliards ou ont repris eux-mêmes les banques menacées. Ils ont injecté de l'argent dans les circuits économiques, par exemple sous forme de primes à la casse. Et ont fourni autant que possible d'argent bon marché par le biais de leurs banques centrales.

Les programmes d'aide publique aux banques ont transformé les dettes accumulées en raison de la spéculation et des fraudes bancaires liées à l'économie de casino en dettes publiques, avec toutes les conséquences que l'on sait. L'endettement des pays a littéralement explosé. Angel Gurría estime que, fin 2010, la dette totale des pays de l'OCDE excédera leur PIB.

Dès aujourd'hui on procède à des coupes claires dans les budgets, en particulier ceux des prestations sociales, de l'éducation, de la santé et des retraites. On rogne à peu près partout. Quelques pays sont au bord de la faillite, qui entraînerait la perte de leur autonomie politique: par exemple la Lettonie, l'Islande, la Grèce. Tous trois passaient avant la crise pour des exemples de prospérité économique.

En Lettonie, le secteur public est pratiquement passé sous le contrôle du FMI et de l'UE. On a fermé des écoles et des hôpitaux

en grand nombre, des milliers d'enseignants et de professionnels de la santé ont été licenciés, les salaires ont été divisés par 2. En Islande les contribuables, sous la pression de l'UE, doivent répondre des dettes de leurs banques privées dans une mesure telle que *Bruno Bandulet* parle de «réduire en esclavage financier une génération entière» et compare ce processus au diktat de Versailles (cf. *Horizons et débats* n°1 du 11/1/10). Et la Grèce subit de la part de l'UE un contrôle sévère qui doit garantir qu'elle se tient aux critères de stabilité européens. Ce qui implique des coupes dans les dépenses publiques et les traitements de fonctionnaires ainsi qu'une élévation de l'âge de la retraite.

Mais la résistance s'organise. En Lettonie, les gens manifestent pour de meilleurs salaires. Ils se dressent contre un gouvernement qui reconnaît une dette en réalité inexistante. En Islande, le peuple a clairement rejeté par référendum le remboursement des dettes de ses banques. Et en Grèce aussi le peuple se dresse contre le diktat de Bruxelles (cf. *Horizons et débats* n°5 du 8/2/10).

Les profiteurs sont les grandes banques

En pleine crise, alors que les gouvernements préparaient leur population à une nouvelle montée du chômage, on claironnait comme par raillerie des annonces de reprise économique – certes, uniquement sur les places boursières. «Les gros bonnets de Wall Street profitent de la crise. Les courtiers empochent des sommes lucratives» titre la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 9/6/09. Et un mois plus tard, le gros titre du 17 juillet: «*J.P. Morgan* encaisse d'énormes bénéfices. La banque a totalement remboursé les prêts que lui a consentis l'Etat.» *J.P. Morgan* avait accru son bénéfice net de 36% par rapport à l'année précédente, et en outre provisionné 10 milliards de dollars après avoir déjà remboursé les 25 milliards de dollars de prêts publics avec les dividendes, se libérant ainsi de ses engagements envers

Suite page 7

Des infections résistantes aux antibiotiques représentent un danger de plus en plus grand pour les hôpitaux

par Andrew Pollack

hd. L'excitation mondiale autour de la grippe porcine était-elle vraiment nécessaire? Ou s'agissait-il du grand business des sociétés pharmaceutiques, ou bien même d'une expérience globale de la «gestion de la santé» en vue d'un gouvernement mondial que personne ne souhaite? Il en reste en tout cas un mauvais pressentiment. Pas de démocratie sans vérité – ceci est également valable pour le secteur de santé.

Nous aurions pourtant de bonnes raisons d'y regarder de plus près pour savoir où il faudrait de la recherche et de la prévoyance et comment le système immunitaire de l'homme et des animaux pourrait être fortifié par des moyens naturels. Et tout en arrière-plan la question: Est-ce qu'on se trouve devant une expérimentation avec de nouveaux virus et bactéries dans les régions de guerre actuelles ou potentielles, qui un jour – ou déjà maintenant – retournent dans les centres mondiaux, comme cela s'est passé avec le virus VIH? Le rapport suivant sur des bactéries résistantes aux antibiotiques dans des hôpitaux de New York peut dans ce sens susciter la réflexion.

Dans sa jeunesse *Richard Armbruster* jouait au base-ball comme lanceur dans les ligues inférieures et le faisait encore pour se détendre à l'âge de 75 ans – jusqu'à ce que sa hanche droite commençât à le compromettre. En février 2009 il se rendit à l'hôpital de St. Louis – cela aurait dû être une opération de routine de la hanche.

Fin mars, à l'âge de 78 ans, *Richard Armbruster* était mort. Après une série de complications postopératoires, le dernier coup fut une infection de circulation sanguine entraînant un choc et s'avérant résistante contre tout traitement antibiotique.

«Même pas dans mes pires rêves je n'aurais imaginé que mon père se rende à l'hôpital pour recevoir une articulation de hanche artificielle et qu'il y meure deux mois plus tard», explique *Amy Fix*, une de ses filles.

Ce fut seulement le jour de la mort d'*Armbruster*, que l'on put identifier – grâce à une culture en laboratoire – l'organisme qui l'avait infecté: l'*Acinetobacter baumannii*.

Le germe fait partie d'une catégorie de bactéries qui selon certaines estimations est responsable de la mort de dizaines de milliers de patients hospitalisés chaque année. Quoique ces organismes ne suscitent pas autant d'intérêt que le bien connu *MRSA – Methicillin Resistant Staphylococcus Aureus* –, certains infectiologues trouvent qu'ils pourraient bientôt représenter le plus grand danger.

Ceci parce que plusieurs antibiotiques existent pour le traitement du *MRSA* – certains d'entre eux ont été autorisés ces dernières années. Pour l'*Acinetobacter* et autres organismes de ce type, l'industrie pharmaceutique ne fait pas d'efforts de recherche pour développer des antibiotiques, ceci pour des raisons économiques mais aussi à cause du défi scientifique. Entre temps les germes se développent et deviennent de plus en plus résistants contre les antibiotiques disponibles.

«A maints égards, l'*Acinetobacter* est beaucoup plus grave que le *MRSA*», dit *Dr Louis B. Rice*, infectiologue au *Louis Stokes Cleveland V.A. Medical Center* et à la *Case Western Reserve University*. «Il y a des souches là dehors qui sont de plus en plus répandues et qui sont pratiquement résistantes aux antibiotiques dont nous disposons.»

Les microbes, qui, après un test de coloration de Gram, sont classées Gram négatives, peuvent provoquer de graves pneumonies,

des infections des voies urinaires, de la circulation sanguine et d'autres régions du corps. En raison de leur structure cellulaire, ils sont plus difficiles à combattre que les organismes Gram positifs tel que le *MRSA*.

L'*Acinetobacter*, qui a entraîné la mort de *Richard Armbruster*, a suscité une forte attention il y a quelques années lors d'infections de soldats blessés en Irak.

Entre temps les hôpitaux de New York City sont devenus, peut-être à cause du grand nombre de malades qu'ils traitent, le lieu de reproduction global pour un nouveau germe Gram négatif, résistant aux antibiotiques, le *Klebsiella pneumoniae*. Et ces super-germes se propagent maintenant dans le monde entier.

Mais les autorités sanitaires ne disposent pas de données sûres, à savoir combien d'infections et de morts aux Etats-Unis sont causées par des bactéries Gram négatives. Les autorités sanitaires responsables de la prévention d'épidémies estiment que l'ensemble des types de bactéries mène à environ 1,7 millions d'infections dans les hôpitaux et sont responsables ou coresponsables de la mort de 99 000 personnes.

En Europe cependant, les autorités sanitaires viennent de publier en septembre dernier un rapport: D'après des études réalisées dans des hôpitaux, on estime que deux tiers des 25 000 décès provoqués par des infections problématiques à l'hôpital sont dus aux infections Gram négatives.

Certes, le *MRSA* reste la source la plus répandue d'infections dans les hôpitaux. Et le germe est particulièrement redouté parce qu'il peut infecter aussi des personnes en dehors de l'hôpital. Chez des athlètes autrement sains et chez des enfants, il y a eu des infections graves et même mortelles.

Les germes Gram négatifs, résistant aux antibiotiques, menacent par contre avant tout les malades dont le système immunitaire est déficient. Les germes peuvent survivre longtemps sur les surfaces hospitalières et pénétrer dans le corps par des plaies, des sondes et par le biais des ventilateurs.

Ce qui préoccupe le plus, ce n'est pas la fréquence de ces germes Gram négatifs, mais leur résistance aux antibiotiques.

«Pour les germes Gram positifs, il nous faut de meilleurs antibiotiques, et pour les germes Gram négatifs nous avons besoin d'antibiotiques en général», a déclaré *Dr Brad Spellberg*, infectiologue au *Harvor U.C.L.A. Medical Center* à *Torrance*, en Californie et auteur du livre «*Rising Plague*», un ouvrage au sujet des agents pathogènes résistants aux antibiotiques. *Dr Spellberg* est conseiller de plusieurs sociétés qui produisent des antibiotiques et cofondateur de deux entreprises qui travaillent à une approche différente en ce qui concerne la lutte contre les infections. *Dr Rice* de *Cleveland* est lui aussi conseiller de différentes entreprises pharmaceutiques.

Lors du traitement de souches résistantes de microbes Gram négatifs, les médecins pratiquants sont souvent obligés de miser sur deux antibiotiques semblables qui ont été créés dans les années 40 – *Colistin* et *Polymyxin B*. Ces médicaments ont été retirés en grande partie il y a des décennies parce qu'ils risquent de provoquer des lésions des reins et des nerfs. Comme ils n'ont pas été fréquemment appliqués, les bactéries n'ont pas eu souvent l'occasion de développer une résistance contre eux.

Source: *The International Herald Tribune*, 1/3/10

© The International Herald Tribune
(Traduction *Horizons et débats*)

La fonction du professeur de classe en tant que lien relationnel doit être de nouveau renforcée

Interview de Markus Raimann, Directeur du centre scolaire secondaire Remisberg de Kreuzlingen (Thurgovie)

hd. Depuis que se révèle à travers toujours plus de procès judiciaires – et que cela doit être révélé – l'ampleur catastrophique dans laquelle notre jeunesse dérape, tous les citoyens sont appelés à réfléchir de manière responsable dans les domaines touchant la famille, l'école, les loisirs de la jeunesse et la formation des jeunes. On ne berce plus personne de vaines promesses au moyen d'arguments superficiels. Le domaine de la «réforme scolaire» et du «développement d'organisation» doit être passé plus soigneusement à la loupe et doit être soumis à un dialogue objectif. Depuis plus de 10 ans, on ordonne et impose des paquets de réformes complets à la base scolaire. On n'a jamais discuté avec les professeurs si cela avait un sens. Un grand nombre de professeurs expérimentés quittent le service scolaire, une grande partie des enseignants «surchargés» a disparu en raison d'un épuisement professionnel (burnout) ou d'un diagnostic psychosomatique.

Si dans les prochains temps, différents aspects vont être éclaircis, cela se fera dans le sens d'une réflexion générale placée dans un cadre général.

Dans de nombreux cantons suisses, la réforme du second cycle bat son plein. Un des arguments avancés, est qu'on désire améliorer la perméabilité entre le niveau inférieur de l'école secondaire (l'ancienne primaire supérieure, aujourd'hui secondaire de niveau G) et le niveau supérieur (autrefois école secondaire, aujourd'hui secondaire de niveau E). Vis-à-vis du contribuable, on a promis en outre de réaliser le tout avec des coûts neutres. Dans l'interview ci-dessous, le directeur s'exprime sur les expériences faites jusqu'à présent.

Horizons et débats: Monsieur Raimann, en tant que directeur d'un centre scolaire secondaire, vous avez déjà assemblé des expériences avec le nouveau modèle prévu pour

l'enseignement secondaire dans votre canton. Quelle a été la résonance?

M. Raimann: Le travail administratif a clairement augmenté: saisie de la répartition des niveaux par ordinateur, concertation relative au contenu des matières et des changements de niveaux, de nombreux avis aux parents, possibilités de recours des parents, travaux de comparaison pour standardiser les exigences des niveaux. En outre, il faut organiser, pour les branches à niveau comme l'anglais, qui n'était pas enseigné jusqu'à présent à l'école primaire, des examens permettant la répartition (chez nous, dans la douzième semaine de la 1^{ère} classe). Le nouveau modèle n'est pas sans augmentation des coûts, car souvent on doit former plus de contingents à niveau qu'il n'y a de classes. Ainsi, la direction et les enseignants ont du travail supplémentaire ce qui va au détriment de l'enseignement.

On a propagé le nouveau modèle en avançant l'argument que la perméabilité de bas en haut serait plus élevée. Quelles sont vos expériences à ce sujet?

Il faut faire la différence entre le changement de classe et le changement de niveau.

En ce qui concerne la répartition des classes qui est beaucoup plus importante, le nombre de changements a nettement diminué. Aujourd'hui, il est probablement plus difficile de passer de la classe G à la classe E, ce qui est ambitionné par les parents et les adolescents. Probablement, les enseignants du primaire recommandent plutôt généreusement et disent en cas de doute: Si cela ne marche pas en E, alors à l'école secondaire, on reclassera l'élève au niveau inférieur, l'école secondaire étant de toute façon perméable.

De bonnes mathématiciennes ou de bons mathématiciens sont défavorisés, car les performances en mathématiques n'ont pas d'influence lors d'un changement de classe. Celui qui est plutôt doué au niveau des langues a un

Suite page 8



(photo caro)

L'importance de la communauté de classe

ab. La plupart des spécialistes voient dans l'individualisation croissante des enfants, et du manque d'encadrement et d'instruction dans les familles, une source importante de désorientation et de tendance à la violence parmi les adolescents. Si maintenant à l'école des tendances de ce genre se manifestent, cela est très inquiétant. Ainsi, des formes d'enseignement individualisé comme le plan de la semaine, le journal de voyage entre autre, laissent souvent les enfants à leur propre sort. Ils sont beaucoup moins encadrés dans une communauté de classe qu'auparavant où c'était le cas avec l'enseignement de classe. Le ramollissement du principe du professeur de classe et du système de professeurs spécialisés, qui va de pair avec l'introduction de formes scolaires «perméables», est un autre problème pour le nombre croissant d'enfants qui ont besoin d'urgence d'une relation constante. Dans une classe vivante et fonctionnant bien, il existe un potentiel insoupçonné pour aider des enfants ayant, de par leur

éducation, un déficit de comportement social. Sous l'instruction d'une enseignante ou d'un enseignant ils peuvent apprendre, avec d'autres enfants ayant selon les circonstances un tout autre arrière-plan familial, à adopter un comportement plus pacifique et à maîtriser des conflits au sein de la classe. Dans chaque classe, il y a des enfants qui ont du fait de leur éducation familiale un comportement constructif d'égal à égal. L'enseignant peut compter sur ceux-ci quand il s'agit de mettre toute la classe sur le bon chemin. Outre l'apprentissage de techniques culturelles et de capacités sociales, il s'agit avant tout du fondement et de l'exercice de valeurs sur lesquelles la vie communautaire de notre société repose: l'aide et la compréhension mutuelles, la tolérance et la prise de responsabilité correspondant à l'âge, et l'engagement actif pour la communauté. Ainsi, l'apprentissage commun au sein de la classe forme un modèle pour la vie future en tant que citoyennes et citoyens dans une démocratie directe.

«Du point de vue de ...»

suite de la page 6

l'Etat. Fin octobre c'était le *Crédit Suisse* qui annonçait des bénéfices du même ordre. Le bénéfice net – 2,4 milliards de francs suisses au troisième trimestre – était le plus élevé jamais encaissé par le CS au troisième trimestre et l'ensemble de l'année occupait le troisième rang dans toute l'histoire de la firme.

La majorité des bénéfices ont été réalisés par les banques d'investissement, c'est-à-dire justement le secteur qui avait été un an auparavant à l'origine des turbulences du marché. La «Neue Zürcher Zeitung» du 24/10/09 commente: «Ce sont précisément les banques d'investissement, qui avaient été l'an dernier la principale cause de la débâcle bancaire, qui s'avèrent aujourd'hui être la plus grosse machine à profits. Au CS, les deux tiers environ des bénéfices avant impôts proviennent du secteur de l'investissement. La fourchette du rendement avant impôt s'établissait selon le CS autour 37% du capital investi» (!).

L'affaire a prospéré, selon la «Neue Zürcher Zeitung», grâce à une réduction invraisemblable des coûts (salariaux), à la montée du cours des actions, à la politique d'argent bon marché des banques centrales, qui, combinée à une témérité croissante des investisseurs a été perçue comme un feu vert pour la planche à billets et – ce n'est pas le moins important – à la disparition d'acteurs de premier plan, repris ou affaiblis (*Lehman Brothers*, *Bear Stears*, *Merrill Lynch*, *UBS*).

De toute évidence il se livre une impitoyable course à la concentration. Depuis 2007 les seuls USA ont vu 187 banques fermer leurs portes («Neue Zürcher Zeitung» du 22/2/10). Et ce n'est pas fini. Les gros établissements financiers ont encore grossi et sortent renforcés de la «crise». Mais la véritable crise est une crise de l'emploi, qui a démarré dès le début des années 90 avec l'effondrement du concurrent, le régime communiste. Depuis, la chasse

au profit a détruit en masse les emplois qualifiés. La crise a encore accéléré ce processus.

Et maintenant?

Si, avant la crise, les marbres des grandes banques en ont encore ébloui certains qui ont même rêvé de tirer eux aussi un petit profit de la bonne affaire et de faire travailler leur argent pour eux-mêmes, comme dit la publicité, même ceux-là ont dû ouvrir les yeux au plus tard aujourd'hui. Le système monétaire et financier actuel est une invention destinée dès le départ à accroître la richesse d'un petit nombre et à assurer leur pouvoir à l'insu de la grande majorité.¹ Le chômage, la faim et la guerre ne sont pas les symptômes d'une crise qu'il traverse, mais partie intégrante du système.² Un système criminel! Un système financier comme celui-ci, qui repose sur la tromperie et la fraude, ne deviendra pas plus honnête si l'on y adjoint quelques régulations. Il doit à plus ou moins long terme être remplacé par un autre, fondamentalement au service de l'intérêt général.

Nous pouvons nous y mettre dès aujourd'hui. On n'a pas besoin d'inventer de nouveaux rouages. On dispose déjà de beaucoup de bonnes idées qu'on peut reprendre et

développer. Quand les hommes se seront libérés de l'appât du gain pour faire confiance à leur intelligence et à leur créativité personnelles, on en trouvera un nombre incalculable de nouvelles qui pourront coexister dans une concurrence pacifique. On inventera nombre de bonnes solutions que l'on estimera uniquement à l'aune de l'intérêt général. De ce point de vue, notre système financier est un échec.

Il existe déjà nombre de petites banques qui ne jouent pas à l'économie de casino. C'est inutile pour une bonne gestion. Elles se cantonnent au rôle classique d'une banque: encaisser des dépôts et prêter de l'argent; et cela à des conditions raisonnables. *Horizons et débats* en a récemment proposé quelques exemples. Si nécessaire, on peut créer de nouvelles banques. *Raiffaisen* nous a montré la voie. Il a libéré les paysans des usuriers.³ Pourquoi cela ne marcherait-il plus aujourd'hui? En Allemagne, on trouve les banques GLS – *Geben, Leihen, Schenken* [donner, prêter, faire cadeau, ndlt.]. Pourquoi ne pas faire de cette devise le fondement de notre rapport à l'argent?

L'idée coopérative sur laquelle *Raiffaisen* s'est appuyé et qu'il a développée, inclut autre chose qu'un simple guide pour associations corporatives. Elle incarne les valeurs

fondamentales d'une coexistence dans la liberté et l'égalité.

Partout des gens se groupent dans des coopératives artisanales, des aides de proximité, des associations de quartier, des partenariats de villes et de pays. La coopération traverse les frontières et tisse un réseau sur le monde entier. Elle ne doit plus être arrêtée par un système contraignant qui pour nous tromper brandit la bannière de la «Liberté» - mais cette liberté, c'est celle de réduire le monde en esclavage en soumettant toute pensée et toute action à la loi du profit.

Le *Rapport sur l'agriculture mondiale*, paru en anglais, dont nous possédons maintenant un excellent résumé en allemand [et que *Horizons et débats* a déjà présenté à maintes reprises entre mai 2008 et aujourd'hui, ndlr.], ouvre la voie à de nouvelles formes d'économie qui permettront aux peuples d'accéder par eux-mêmes à une alimentation saine et de vaincre la faim.⁴

Des villages en train de mourir pourront renaître. Ils offrent un large espace à l'artisanat et l'industrie manufacturière et peuvent connaître une seconde vie. Ce ne sera pas si difficile, dès lors qu'on aura abandonné la vieille manière de voir.



¹ G. Edward Griffin, *Die Kreatur von Jekyll Island. Die US-Notenbank Federal Reserve. Das schrecklichste Ungeheuer, das die internationale Hochfinanz je schuf.* [Le monstre de Jekyll Island. La banque centrale nommée FED. Le pire cauchemar jamais créé par haute finance internationale, ndlt.], ISBN 3-938516-28-3

² Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, ISBN 978-2-7427-7544-6, et John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier – Révélation sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis*, ISBN 2-89626-001-3.

³ Franz Braumann, *Ein Mann bezwingt die Not. Friedrich Wilhelm Raiffaisen. Ein Lebensroman.* [Un homme a vaincu la misère. Friedrich Wilhelm Raiffaisen, le Roman d'une vie, ndlt.], ISBN 978-3-87151-038-0

⁴ *Wege aus der Hungerkrise. Die Erkenntnisse des Weltagraberichtes und seine Vorschläge für eine Landwirtschaft von morgen.* [Sortir de la crise alimentaire. Les conclusions du Rapport sur l'agriculture mondiale et ses propositions pour l'agriculture de demain, ndlt.] A commander chez AbL-Verlag, +49 2381 492 288, verlag@bauernstimme.de



«La fonction du professeur ...»

suite de la page 7

avantage, car souvent l'allemand et le français sont des matières de sélection. Celui qui est courageux peut grâce à un apprentissage intensif obtenir de bonnes notes dans la matière «l'homme et son environnement» qui est déterminante pour un changement de classe. Le système favorise plutôt les filles et pénalise les garçons, qui en outre sont mûrs plus tard.

Autrefois, à Kreuzlingen 20% des élèves de collège passaient après la 1^{ère} année du collège à Kreuzlingen en 1^{ère} classe de l'école secondaire. Ces adolescents ont donc redoublé un an, souvent parce qu'ils avaient besoin de cette année pour mûrir ou combler des déficits au niveau de la langue, étant donné qu'ils étaient de langue maternelle étrangère (grande proportion d'étrangers à Kreuzlingen).

De nombreuses communes scolaires en Thurgovie n'autorisent ce redoublement qu'en cas exceptionnel, ce qui ne fait aucun sens car le changement de la 1^{ère} classe G en 2^e classe E est incroyablement difficile.

Dans les matières à niveau (mathématiques et anglais à Kreuzlingen), il existe beaucoup de changements aussi bien vers le bas que vers le haut. Au fur et à mesure, environ à partir du troisième semestre, les élévations de niveau sont cependant beaucoup plus difficiles, et alors les passages au niveau inférieur sont plus nombreux que les élévations.

A votre avis, quelles sont les véritables possibilités pour favoriser la perméabilité? Comment pourrait-on organiser l'exigence de la perméabilité de manière sensée?

Le redoublement devrait être autorisé de manière impérative, dans la mesure où l'on peut attendre des performances suffisantes. La perméabilité devrait être limitée aux trois premiers semestres, parce que plus tard des notes élevées justifient une élévation de niveau, mais on n'arrive plus à rattraper le retard sur la matière. Des cours de remise à niveau sont alors nécessaires, et cela coûte de l'argent. Actuellement, quelques élèves qui font preuve de bonnes performances, ont des notes plutôt basses parce que les enseignants ne peuvent pas les faire passer au niveau supérieur, car ils ne pourraient plus rattraper leur retard au niveau de la matière.

Dans l'ancien système, la perméabilité était suffisante, nous avons toujours pu faire passer des adolescents de 2^e classe en 3^e classe. L'expérience avec le nouveau système montre que la pression sur les élèves a augmenté: les voies sont tracées relativement vite à l'école primaire. Si un élève ne réussit pas à obtenir le niveau maximum partout, il n'est pas question de le recommander à l'école secondaire.

Les tenants du professorat spécialisé avancent l'argument selon lequel la répartition entre de nombreux enseignants permet une plus grande variété pour les élèves et, en cas de mauvaise relation, celle-ci n'a pas d'effets sur toutes les branches à la fois.

Normalement, cela ne correspond pas à la réalité. Avant tout les élèves les plus faibles (secondaire de niveau G) ont besoin d'un encadrement plus étroit, ce qui est plus facile quand il y a moins d'enseignants. *Remo Largo*, le pédiatre célèbre déclare: sans bonne relation, pas de bonne éducation. Si un enseignant n'a pas la possibilité de construire une relation étroite, il peut alors plus difficilement influencer le succès.

Chez nous, on voit que principalement les professeurs qui enseignent les branches scientifiques ne donnent que quelques heures de cours par semaine à leur classe entière. Le choix professionnel en souffre beaucoup et de manière générale, la relation avec les adolescents aussi.

Lors d'activités comme les camps de classe et les voyages scolaires, ce sera très compliqué dans le nouveau système, si par exemple les professeurs enseignant encore dans d'autres classes sont absents, si beaucoup trop de professeurs spécialisés sont impliqués, ou si, dans les branches à niveau, les élèves ne sont pas tous présents. Des projets internes de classes sur plusieurs heures de cours sont presque impossibles. Des séquences d'ensei-

Peu après l'introduction de la «durchlässige Sekundarschule» (DLS) [école secondaire perméable] en Thurgovie, il est déjà nécessaire, selon un directeur de collège, de faire des adaptations suite à des «défauts de poids». Il conseille au canton voisin de St-Gall de n'entreprendre que des optimisations très modérées.

Depuis le début de l'année scolaire en Thurgovie, on est en train de réaliser les dernières DLS. Elles remplacent les anciennes écoles primaires supérieures et secondaires (Real- und Sekundarschulen). *Walter Berger*, le chef de l'administration de l'école publique primaire, affirme qu'au fond l'ambiance scolaire a évolué de façon extrêmement positive dans le canton.

Markus Raimann, le directeur du centre scolaire secondaire Remisberg de Kreuzlingen est plus critique. Dans une lettre de lecteur il prévient ses collègues st-gallois de «défauts de poids» qui apparaîtraient déjà en Thurgovie, suite à l'introduction d'un degré de classe supérieure coopérative (Tagblatt du 29/12/09).

La compétitivité fait défaut

Alors que les meilleurs élèves profiteraient de ce nouveau modèle, *Raimann* déclare que la compétition manque aux niveaux inférieurs. Là, on s'oriente selon les plus faibles. En ce qui concerne la perméabilité, les changements de branches à niveaux seraient fréquents. «Au début dans les deux directions, plus tard plutôt vers le bas, ce que personne ne souhaite.» La situation se présenterait différemment concernant les changements beaucoup plus importants au sein des classes de base. Alors qu'auparavant jusqu'à 20% des élèves d'une

gnement plus longues en toute quiétude sont l'exception, après 45 minutes, il y a souvent un changement.

Que pensez-vous de l'argument, les professeurs spécialisés sont mieux formés que les «généralistes»? Comment voyez-vous l'importance du professeur de classe – justement à notre époque?

C'est certainement exact, seulement ce n'est pas décisif pour le succès des enfants. Pour les généralistes l'enseignement multidisciplinaire est plus facile, ce qui est très important. Les professeurs spécialisés ont souvent une position moins bonne auprès des ado-

lescents, moins de relations étroites et ainsi moins de possibilités dans la conduite de la classe. Aujourd'hui, l'éducation passe souvent avant la transmission du savoir, car les enfants sont moins éduqués à la maison et l'école doit prendre de plus en plus de responsabilités.

La fonction du professeur de classe doit être renforcée. Comme le travail avec les entretiens de parents d'élèves etc. augmente constamment, les enseignants devraient être plus nettement soulagés. Ils devraient pouvoir enseigner le plus possible dans leur propre classe. L'enseignement des branches que les enseignants n'ont pas étudiées devrait être possible en effectuant une simple qualifica-

tion supplémentaire, en particulier pour la langue allemande.

Quel est pour vous le point central en pédagogie scolaire – par exemple en ce qui concerne la prévention contre la violence juvénile?

L'école devrait de nouveau retrouver plus de calme pour s'occuper de sa mission éducative dans le sens d'un complément d'éducation familiale. Ici, la transmission des valeurs de notre société en fait partie – les normes chrétiennes et les valeurs générales comme le respect et un comportement plein d'égards envers l'autre – ou bien aussi l'amélioration de l'attitude par rapport à l'apprentissage ou aux techniques d'apprentissage, qui est importante. En outre, les contributions à la prévention (alcool, tabac, violence etc.) sont une décision sensée. Toutefois, le principe suivant devrait toujours prévaloir: les adolescents devraient, à la fin de l'école obligatoire, être capables de prendre en main une formation professionnelle, ce qui n'est possible que quand il reste suffisamment de temps pour atteindre également les objectifs au niveau de la matière.

En principe, on peut dire que les fondements pédagogiques à l'école ne changent pas en permanence, contrairement aux changements relatifs à la gestion d'entreprises dans l'économie. Nous devrions nous raviser au lieu de tout chambouler. Sauf si des recherches montrent qu'un nouveau système livre de manière significative de meilleurs résultats, ce qui en Thurgovie n'a pas été le cas.

Merci beaucoup pour cet entretien.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Réformes scolaires:**Dépenses augmentées – Succès à peine perceptibles**

par Brigitta Hochuli

classe de primaire supérieure réussissait à passer au secondaire, ce n'est plus que la moitié qui réussit ce passage aujourd'hui.

Selon *Walter Berger* il n'y a pas encore d'enquête cantonale systématique. Des observations ponctuelles auraient montré que le taux de changement de classe vers le bas et le haut dans les classes-type et à tous les niveaux et matières étaient à peu près égaux. En troisième secondaire seulement ce ne serait pas le cas, car beaucoup d'élèves de niveau supérieur passeraient au lycée. Autrefois le changement de la primaire supérieure à l'école secondaire était lié à une répétition de l'année scolaire (selon *Berger* entre 10 et 15%). Un certain nombre d'élèves auraient dû retourner en inférieure. Grâce à la DLS, on pourrait les pousser de manière plus différenciée.

Coûts supplémentaires selon le nombre d'élèves

Markus Raimann affirme par ailleurs que la DLS n'est pas neutre quant aux frais parce qu'il faut souvent plus de contingents à niveau qu'il n'y a de classes. Sur ce point le chef de l'administration lui donne partiellement raison. Avec 10 à 15 élèves par niveau on a évidemment de très bonnes conditions pour l'apprentissage individuel, mais la baisse du nombre d'élèves provoque des surcoûts. Mais beaucoup d'écoles avec des taux favorables d'élèves ont prouvé que les modèles DLS pouvaient aussi être réalisés «plus ou moins sans surcoûts».

Raimann constate que les besoins administratifs pour maintenir le système en fonction sont élevés. *Berger* confirme que les modèles DLS demandent plus de coopération et d'échange entre les enseignants. «Ce débat complémentaire concernant les ma-

tières, la façon d'enseigner et le comportement des élèves enrichit le processus de qualité de l'école.» On travaille plus en mettant sur pied un modèle DLS. Mais dans la phase de consolidation on peut ramener l'école à la normalité. La perméabilité en tant que telle n'augmente guère le travail administratif.

Autrefois l'éducation était plus facile

Raimann déclare aussi que la fonction du maître de classe est fortement affaiblie. Sans bonne relation avec l'élève, on ne peut ni éduquer ni enseigner avec succès. Sur ce point aussi *Walter Berger* lui donne raison. Un comportement difficile des élèves peut mener à une surcharge importante et au stress. Dans de telles situations, la coopération coordonnée entre enseignants doit être au centre. «Je dois avouer que cela était plus facile au sein de l'ancien modèle de primaire supérieure.»

Ce n'est pas une histoire à succès

Markus Raimann déclare: «Le nouveau modèle n'est pas une histoire à succès.» La charge de travail a sérieusement augmenté et on ne constate guère de succès ni pour les résultats scolaires ni pour une meilleure perméabilité. Les parents aussi ont remarqué que le modèle DLS augmentait la pression sur les élèves en sixième primaire. A l'école secondaire ils sont continuellement confrontés aux changements de niveaux, ce qui représente une charge supplémentaire. *Raimann* pense qu'il y a un besoin d'adaptations. «Les responsables du canton de St-Gall feraient bien de maintenir les piliers angulaires de leur modèle scolaire actuel et de n'y apporter que des optimisations modérées.»

Source: *St. Galler Tagblatt* du 12/1/10

Nous aimerions inviter nos lectrices et lecteurs d'autres cantons à nous faire part de leurs expériences concernant les changements dans le domaine de l'école secondaire. C'est avec plaisir que nous publierons dans notre journal ces contributions au débat.

Rédaction d'*Horizons et débats*